

PRÉFECTURE DE RÉGION PICARDIE

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement de Picardie

Glisy, le 04 mars 2010

**Unité territoriale de la SOMME**

**Subdivision 1**

Avenue de la ville Idéale - 80440 GLISY  
Tél.03.22.38.32.00 – Fax. 03.22.38.32.01

- OBJET :** Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société DAILYCER à FAVEROLLES (80500)  
Demande de régularisation administrative et demande d'extension du périmètre et du volume d'épandage
- REFER :** Bordereaux de Monsieur le Préfet de la Somme n°96/0116 en date du 07 août 2009 reçu le 10 août 2009, du 18 décembre 2009 (retour partiel de l'enquête publique) reçu le 29 décembre 2009, du 22 janvier 2010 (retour avis des services) reçu le 1<sup>er</sup> février 2010.
- PJ :** Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation et ses annexes  
Projet de courrier porter à connaissance

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et  
Technologiques**

Par bordereau en date du 7 août 2009, Monsieur le Préfet de la Somme a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande de régularisation administrative de la Société DAILYCER à FAVEROLLES concernant l'augmentation de son activité de fabrication de produits alimentaires élaborés à partir de céréales, et l'extension du périmètre et du volume des effluents destinés à l'épandage.

L'objet du présent rapport consiste à exposer le projet de la société requérante, à analyser les observations émises au cours des enquêtes publique et administrative ainsi qu'à inviter la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques à se prononcer sur le projet d'arrêté préfectoral destiné à réglementer les installations concernées.

## **I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

|  |   |
|--|---|
| <b>Raison sociale :</b>                | DAILYCER  |
| <b>Forme juridique :</b>               | Société par actions simplifiée                          |
| <b>Adresse du siège social :</b>       | ZI la Roseraie<br>80500 MONTDIDIER                      |
| <b>Numéro SIRET :</b>                  | 327 389 300 00051                                       |
| <b>Président :</b>                     |   |
| <b>Directeur :</b>                     |   |
| <b>Personne en charge du dossier :</b> |   |
| <b>Téléphone :</b>                     | 03 22 28 77 00  |
| <b>Télécopie :</b>                     | 03 22 78 05 94  |
| <b>Activité :</b>                      | Fabrication de produits alimentaires à base de céréales |

## **II - PRESENTATION DE LA SOCIETE DAILYCER**

### **II-1. Situation administrative et activité**

La société DAILYCER à Montdidier est réglementée par l'arrêté préfectoral du 5 août 1996. En 2007, le groupe DE-VAU-GE GESUNDKOSTWERK GMBH (Allemagne) acquiert l'entreprise DAILYCER.

Le bâtiment industriel de la société DAILYCER à Faverolles a été construit en 1984 sur un terrain de 200 970 m<sup>2</sup>. Cette usine d'une superficie de 33 150 m<sup>2</sup> est la plus grande du groupe. Elle abrite 7 chaînes de production ainsi que 9 lignes de conditionnement. Dans cette unité de production toutes les technologies nécessaires à la fabrication de céréales pour petit déjeuner sont maîtrisées (toastage, cuisson, laminage, soufflage, enrobage, extrusion, mélange, co-extrusion).

### **II-2. Description de la demande**

La Société DAILYCER souhaite augmenter sa capacité de production de produits alimentaires à base de céréales pour passer de 40 000 t/an à 55 000 t/an. Cette augmentation de production a pour conséquence de modifier le classement des installations par rapport aux rubriques de la nomenclature des installations classées, en particulier celles reprises dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996. Dans cette optique, l'exploitant prévoit en particulier de créer un hangar à palettes supplémentaire et cinq nouveaux silos (quatre de 170 m<sup>3</sup> et un de 250 m<sup>3</sup>).

Par ailleurs, la société DAILYCER a déposé un dossier afin d'augmenter le volume et la surface de son épandage. En effet, elle est autorisée à épandre 50 000 m<sup>3</sup>/an sur une surface de 57 ha dans son arrêté préfectoral du 5 août 1996. Elle souhaite dans le cadre de cette nouvelle demande épandre un volume de 90000 m<sup>3</sup>/an sur une surface de 92 ha.

### **II-3. Capacités techniques et financières**

L'exploitant a présenté dans un tableau les capacités financières du groupe et de la société sur les trois dernières années.

Dans cette partie, l'exploitant a détaillé les horaires, la répartition des salariés par secteur et les normes qualité auxquelles il est soumis. En particulier le site est ISO 9001 et est en cours de certification pour la norme ISO 14001. En tant que site agroalimentaire, il est à soumis à la norme BRC et applique les principes de HACCP (Hazard Analysis and Critical Control Points) qui a pour objectif de garantir la sécurité des produits alimentaires.

De plus, il a abordé de façon succincte la problématique de la formation concernant l'hygiène et la sécurité. En effet une partie du personnel de DAILYCER est formée à la gestion des risques et aux moyens de secours et d'intervention.

Enfin, la société DAILYCER a expliqué dans son dossier qu'elle faisait partie d'un grand groupe qui lui permettrait de bénéficier d'un appui technique si la société rencontrait des difficultés.

## II-4. Classement des activités

Le tableau de classement reprend l'ensemble des installations classées, telles qu'elles figurent dans le dossier.

| *  | ** | Rubrique | Capacité totale        | Libellé simplifié de la nomenclature  | Détail des installations ou activités  |
|----|----|----------|------------------------|---|--|
| SC | A  | 1510-1   | 180 776 m <sup>3</sup> | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.<br>Le volume des entrepôts étant :<br>1. supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> | <i>Volume autorisé dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 126 500 m<sup>3</sup>, Quantité de matières combustibles : 4500 t.</i><br><br>Stockage de matières premières et de produits finis Quantité max. de produits combustibles stockés : 7000 t<br><br>Dont 60 326 m <sup>3</sup> de stockage de Matières premières<br>(cellules B3, D1, D2 et F3)<br><br>Dont 120 450 m <sup>3</sup> de stockage de produits finis<br>(cellules S1, S2 et S3) |
| E  | A  | 2220-1   | 255 t/j                | Alimentaires (Préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc. à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail y compris les ateliers de maturation de fruits et de légumes. La quantité de produits entrant :<br><br>1. supérieure à 10 t/j  | <i>Capacité de production autorisée dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 160 t/j</i><br><br>Quantité de produits entrant : 255 t/j   |
| E  | A  | 2260-2.a | 4000 kW                | Broyage, concassage, criblage des substances végétales<br><br>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW  | <i>Puissance autorisée dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 3500 Kw.</i><br><br>Puissance installée 4000 kW.   |
| E  | A  | 2920-2-a | 3349 kW                | Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa,<br><br>2. dans tous les autres cas :<br>a) supérieure à 500 kW  | <i>Puissance autorisée dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 1930 kW.</i><br><br>Installation de compression et réfrigération : 3349 kW   |
| N  | A  | 2940     | 165kg/j                | Application, cuisson, séchage, vernis, peinture, apprêt, colle, enduit ...<br><br>2. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est supérieure à 100 kg/j   | Utilisation de colle servant pour le conditionnement : 165 kg/j  |

| * | ** | Rubrique | Capacité totale     | Libellé simplifié de la nomenclature  | Détail des installations ou activités   |
|---|----|----------|---------------------|---|---|
| E | D  | 1530-2   | 2160 m <sup>3</sup> | <p>Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.</p> <p>La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup></p>  | <p><i>Volume autorisé dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 8000 m<sup>3</sup>.</i></p> <p><i>A l'heure actuelle stockage ouvert de 3500 palettes d'une capacité de 660 m<sup>3</sup>.</i></p> <p>Création d'un hangar à palettes, de 1500 m<sup>3</sup> pour un stockage d'environ 10 000 palettes.</p> <p>volume maximum : 2160 m<sup>3</sup>.</p>                                 |
| E | DC | 2910-A-2 | 18 MW               | <p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2) Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p> | <p><i>Puissance autorisée dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 16 MW.</i></p> <p>Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel :</p> <p>une chaudière alimentaire de 8,55 MW</p> <p>une chaudière industrielle de 8,55 MW</p> <p>une chaudière dans le bâtiment F1 de 350 kW</p> <p>une chaudière de 345 kW</p> <p>Puissance thermique max. de l'installation : 18 MW</p> |
| E | D  | 2925     | 302 kW              | <p>Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>   | <p><i>Puissance autorisée dans l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 : 42 kW.</i></p> <p>Ateliers de charge des accumulateurs, la puissance max. du courant continu est de 302 kW.</p>  |
| N | NC | 1432-2   | 0,18 m <sup>3</sup> | <p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p>  | <p>Dépôts aériens :</p> <p>de 260 L de Fioul domestique ;</p> <p>de 108 L de Fioul domestique ;</p> <p>de 540 L de Fioul domestique ;</p> <p>Soit <math>C_{eq} = 0,908/5 = 0,18 \text{ m}^3</math></p>  |
| N | NC | 1611     | 3,7 t               | <p>Dépôts d'acides acétiques, chlorhydrique, etc. : [...] acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, [...], acide sulfurique à plus de 25% en poids d'acide, [...] :</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t.</p>  | <p>H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> en concentration supérieure à 51% : 3,7 t</p> <p>HCL : 0,03 t</p>  |
| N | NC | 1630     | 0,09 t              | <p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de)</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.</p>   | <p>Stockage de lessive de soude de concentration entre 25 et 50 % : 90 kg (0,09t).</p>  |

| * | ** | Rubrique | Capacité totale     | Libellé simplifié de la nomenclature   | Détail des installations ou activités   |
|---|----|----------|---------------------|--|---|
| N | NC | 2160     | 4290 m <sup>3</sup> | Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, le volume total de stockage étant inférieur à 5000 m <sup>3</sup> | 1 silo de 250 m <sup>3</sup> unitaire contenant du sucre,<br>3 silos de 120 m <sup>3</sup> unitaire contenant du blé, du maïs et du riz<br>4 silos de 170 m <sup>3</sup> unitaire contenant divers types de farine et de la semoule de maïs<br>Le stockage de céréales dans les bâtiments (Big Bag) : 3000 m <sup>3</sup><br>Volume total de stockage : 4290 m <sup>3</sup> |
| N | NC | 2663     | 350 m <sup>3</sup>  | Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse unitaire est composée de polymères [...] inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .  | Stockage de films plastiques et de liners pour la palettisation des produits.   |

\*SC : Sans changement | E : Extension | N : Nouvelle rubrique

\*\*A : Autorisation | D : Déclaration | DC : Déclaration avec Contrôle | NC : Non Classable

Il convient de souligner qu'une erreur s'était glissée dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1996, en effet le volume demandé à l'époque dans le dossier d'autorisation pour la rubrique 1510 était de 186 500 m<sup>3</sup> et non pas 126 500 m<sup>3</sup>. Ceci implique que la rubrique 1510 dans le cadre de ce dossier n'est pas modifiée. Les dispositions applicables pour les entrepôts de stockages de matières premières et de produits finis sont donc les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 pour les installations existantes et les dispositions de l'instruction technique de 1987 relative aux entrepôts de stockages couverts.

### **III – ENQUETE PUBLIQUE**

Ordonnée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009, l'enquête publique s'est déroulée du 9 novembre au 10 décembre 2009. Elle concernait les communes de FAVEROLLES, D'ETELFAY, de LABOISSIERE-EN-SANTERRE, de LIGNIERES, de MONTDIDIER et de PIENNES-ONVILLERS.

#### **▪ Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur propose de donner une suite favorable à la demande du pétitionnaire visant à obtenir l'autorisation d'exploiter, sur le territoire de la commune de FAVEROLLES, une unité de transformation de céréales.

#### **▪ Avis des conseils municipaux**

Les conseils municipaux des communes de FAVEROLLES et d'ETELFAY ont émis un avis favorable à la demande. La commune de LABOISSIERE-EN-SANTERRE n'a pas émis de remarques sur le projet proposé par l'exploitant. Aucun avis pour les communes de LIGNIERES, de MONTDIDIER et de PIENNES-ONVILLERS n'a été reçu.

#### **▪ Avis du sous-préfet**

M. le Sous-Préfet de MONTDIDIER a émis un avis favorable à la réalisation du projet envisagé par la société DAILYCER.

#### **▪ Avis des services**

- La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :

Le Directeur Départemental émet un avis favorable au projet du pétitionnaire, sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

- ⇒ Réalisation d'une étude avec mesures de bruit permettant de déterminer les mesures compensatoires pour limiter les émergences de jour et de nuit dans les zones à émergence réglementée ; mise en place de ces mesures compensatoires.
- ⇒ Aucune indication n'est donnée sur la localisation des fosses septiques, leur étanchéité et leur entretien. Cet aspect doit être étudié, d'autant que les eaux usées domestiques décantées

rejoignent les eaux d'épandage projetées par canon asperseur. Il serait d'ailleurs préférable qu'un réseau d'épandage souterrain propre à ces eaux soit développé.

Par envoi du 28 décembre 2009, nous avons transmis à l'industriel les observations formulées par la DDASS.

- Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine :

Ce service ne formule aucune opposition au projet qui se situe en dehors de tout espace protégé tant au titre des sites qu'au titre des abords des monuments historiques.

- La délégation Inter-Services de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Ce service a émis un avis favorable sans réserve.

- La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours :

Ce service a émis un avis favorable avec un certain nombre d'observations qui sont reprises ci après :

- Disposer d'un plan de masse plastifié (format A0) à chaque entrée de l'établissement, utilisable par les sapeurs pompiers, de l'ensemble du site ;
- S'assurer du bon fonctionnement des portes coupe-feu ;
- Matérialiser par un marquage visible et efficace l'interdiction de stocker des encombrants devant les portes coupe feu ;
- Déplacer les bouteilles de gaz à proximité du hangar à palette ;
- Matérialiser l'accès n°2 à la réserve incendie ;
- Prévoir un aménagement de la réserve incendie (accès 1) en fonction de la solution retenue pour le pompage de l'eau. Cette solution devra être validée par la SDIS ;
- Mettre à jour le POI ;

Par envoi du 8 décembre 2009, nous avons transmis à l'industriel les observations formulées par le SDIS qui sont reprises dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint en annexe du présent rapport.

- Le Service d'Assistance Technique à la Gestion des Epandages :

Ce service a fait un certain nombre de remarques en particulier sur la partie relative à l'épandage et à l'extension du volume des eaux épandues et du périmètre d'épandage. Il a en particulier évoqué la problématique de la dose d'apport à l'hectare en sodium et chlorures et relevé que le coefficient de sécurité lié au stockage des eaux en cas d'impossibilité d'épandage est relativement faible.

De plus, d'après les surfaces disponibles en ray grass (16,75 ha) et la lame d'eau maximale envisagée sur cette culture (297 mm), il restera au minimum 40 000 m<sup>3</sup> à épandre et le SATEGE souhaite connaître la répartition de ce volume sur les autres cultures : dose, période d'épandage, etc ... D'ailleurs le SATEGE préconise que les doses d'apports maximales soient adaptées selon la couverture du sol.

Par envoi du 08 février 2010, nous avons transmis à l'industriel les observations formulées par le SATEGE.

- Agence de l'Eau :

L'Agence de l'Eau n'a pas émis d'avis mais a fait les remarques suivantes :

- Nous ne disposons pas des résultats d'analyses sur les effluents pour l'année 2009 ;
- La baisse de concentration des chlorures et sodium constatée en 2008 semble s'être confirmée en 2009 (100mg/l en moyenne annuelle pour les deux substances). Dès lors pourquoi ne pas proposer une dose à l'apport à l'hectare de sodium plus faible que 450 kg/ha/an ;
- Le SAGE, mentionné en page 25 du dossier, est celui de la Sambre, la commune de FAVEROLLES et le périmètre d'épandage sont en fait concernés par le secteur Somme aval, où le SAGE est en émergence.

Par envoi du 28 décembre 2009, nous avons transmis à l'industriel les observations formulées par l'Agence de l'Eau.

#### ▪ Réponse du pétitionnaire aux remarques des services administratifs

- Réponses apportées aux remarques exprimées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :

Par courrier du 14 janvier 2010, la société DAILYCER a fait parvenir les éléments de réponse aux demandes formulées par la DDASS dans son avis. Le pétitionnaire s'y engage à :

- ⇒ Réaliser une étude acoustique et mettre en place les mesures de réduction des nuisances sonores qui seront détaillées.

Par ailleurs, il a fourni un plan avec la localisation des fosses septiques. Une étude sur les nuisances sonores et les mesures permettant de les limiter sont reprises dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint en annexe du présent rapport.

- Réponses apportées aux remarques exprimées par l'Agence de l'Eau :

Suite aux remarques, l'exploitant a envoyé l'ensemble du dossier de demande d'extension de l'épandage. En revanche il n'a pas répondu sur la partie relative au sodium et à la valeur de 450 kg/ha/an.

- Réponses au Service d'Assistance Technique à la Gestion des Epandages :

Suite aux remarques, l'exploitant a envoyé un courrier le 18 février 2010 rédigé par la SEDE. Ce courrier a détaillé en particulier la problématique liée aux surfaces disponibles pour l'épandage en fonction de la disponibilité des terres en proposant une lame d'eau de 297 mm de début janvier à début août et 125 mm de début août à fin décembre. En revanche, il n'y a pas eu d'informations supplémentaires sur la partie relative au sodium et la valeur de 450 kg/ha/an qui d'après la SEDE ne posera pas de problème compte tenu des pentes faibles des terrains où seront effectués les épandages, de l'absence de valeurs réglementaires et surtout d'un retour d'expérience permettant d'après la SEDE de confirmer le faible impact du sodium. L'inspection des Installations Classées souhaite néanmoins qu'une réflexion soit menée par l'exploitant pour réduire à la source l'utilisation de sodium. Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

#### **IV - INCONVENIENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE GENERES PAR L'ETABLISSEMENT**

Les principaux inconvénients susceptibles d'être présentés par l'installation du site sur son environnement sont liés :

- aux rejets aqueux
- aux émissions atmosphériques
- aux nuisances sonores.

##### **IV.1 Pollution de l'eau**

###### IV.1.1 Consommation d'eau

La société DAILYCER est alimentée en eau exclusivement par le réseau d'eau public géré par le syndicat des eaux de Guerbigny qui est capable de fournir 6000 m<sup>3</sup>/jour d'eau . Cette eau est utilisée pour les sanitaires, pour la production de vapeur, pour le nettoyage et le rinçage des appareils de production, pour la préparation des sirops, pour le refroidissement de certains appareils et pour l'alimentation du réseau incendie.

L'exploitant a repris dans son dossier un tableau avec la répartition des volumes d'eau consommés qui sont précisés ci-dessous :

| Consommation annuelle d'eau en m <sup>3</sup> | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  |
|---|-------|-------|-------|-------|
| Chaufferie                                    | 14022 | 18267 | 17206 | 16094 |
| Production, Eau de nettoyage et sanitaire     | 57020 | 54918 | 58865 | 77035 |

L'exploitant, dans le cadre de son projet, va mettre en place des compteurs d'eau de façon à maîtriser la consommation du site. Il dispose par ailleurs d'un disconnecteur au niveau de l'arrivée de l'eau du réseau public qui est vérifié annuellement.

Le volume d'eau consommé avec l'augmentation de l'activité prévue par l'exploitant sera de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, correspondant aux modifications du procédé (préparation du sucre liquide et augmentation de l'activité). L'exploitant souhaite maintenir un ratio de 2 m<sup>3</sup> d'eau consommée par tonne de produits finis.

#### IV.1.2 Réseaux de collecte et exutoires

La société DAILYCER a trois types de rejets aqueux qui correspondent :

- Au rejet des eaux pluviales ;
- Au rejet des eaux usées ;
- Au rejet des eaux sanitaires.

##### ➤ Les eaux pluviales

Concernant les rejets d'eaux pluviales, l'exploitant a découpé son usine en plusieurs zones :

##### ▪ Usine U1

Les eaux de ruissellement des toitures et des voiries des bâtiments B1, A1, C1, D1 et une partie des voiries (entrée du bâtiment B1) sont canalisées et partent via un séparateur d'hydrocarbures directement vers le bassin communal de rétention des eaux pluviales de Faverolles.

Une partie des eaux de ruissellement du parking est dirigée, via un séparateur d'hydrocarbures KR41, vers le bassin d'infiltration communal des eaux pluviales.

##### ▪ Usine U2/U3

Les eaux pluviales pour les bâtiments E1, E2, D2, A2, B2 sont dirigées vers un bassin de rétention des eaux pluviales de l'usine de 950 m<sup>3</sup>. Le trop plein de ce bassin de rétention est ensuite dirigé vers le bassin de rétention des eaux pluviales de la commune de Faverolles.

Les eaux de ruissellement de l'autre partie du parking sont dirigées, via un séparateur d'hydrocarbures KR41, vers le bassin de rétention des eaux pluviales de l'usine de 950 m<sup>3</sup>. Ce bassin est en permanence rempli avec un volume minimal de 300 m<sup>3</sup>, le volume utile disponible est donc de 650 m<sup>3</sup>.

##### ▪ Usine U4

Les eaux pluviales des bâtiments F1, F2, F3, B3, K1, K2 et K3 et les voiries associées pour les bâtiments sont destinées à l'infiltration. Ces eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de rétention de 950 m<sup>3</sup> (bassin différent de celui cité précédemment) puis par trop plein vers un bassin d'infiltration de 1150 m<sup>3</sup>.

Les eaux de ruissellement des voiries correspondantes (cour et quai d'expédition) sont préalablement traitées par un séparateur d'hydrocarbures KR41 garantissant des rejets en hydrocarbures inférieurs à 5mg/l.

##### ➤ Les eaux usées et les eaux vannes

Les eaux usées sont constituées des eaux issues des fabrications et de lavage (eaux de cuissons, eaux de rinçage journalier des équipements de production, eaux de lavage hebdomadaire des équipements de production et des sols des ateliers et eaux de préparation des sirops au lancement d'une production).

Ces eaux usées et les eaux vannes sont dirigées vers le bassin d'épandage après les pré-traitements suivants : fosse septique pour les eaux vannes, dégrilleurs pour les eaux usées et dans les deux cas passage par un bassin d'aération de 800 m<sup>3</sup> et un bassin de décantation avant épandage de 4000 m<sup>3</sup>.

Ces eaux usées après contrôle d'échantillons (salinité, pH, T°) sont destinées à l'épandage sur des terres agricoles. L'exploitant dispose d'une autorisation d'épandage en date du 5 août 1996, néanmoins avec l'augmentation de l'activité, un plan actualisé a été envoyé à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'une analyse au paragraphe IV.1.3 du présent rapport.

L'exploitant a mis en avant la problématique liée aux chlorures et surtout au sodium. En effet, il a utilisé, en 2005, 402 tonnes de sodium dans le cadre de son process. Le sodium se retrouve ensuite dans les effluents à épandre. L'exploitant a envisagé et finalement écarté de nouvelles solutions de traitement alternatives des effluents les plus chargés en complément de l'épandage, soit en intégrant ces effluents dans la station d'épuration de Montdidier avec une décantation préalable, soit en épandage « fougères » avec l'utilisation de réseaux enterrés des anciennes voies ferrées.

#### ➤ Les eaux incendies

Concernant les eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant a détaillé les différents volumes disponibles sur le site. Il a dans ce cadre déterminé le volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction avec l'instruction technique D9A. En prenant en compte la surface de la cellule la plus importante pour un incendie d'une durée 2 heures le volume de confinement nécessaire est de 1090 m<sup>3</sup>.

Les différents volumes de confinement dont il dispose en cas d'incendie sont :

- La cuvette de rétention formée par les pentes de terrain au niveau des quais de déchargement qui représente un volume de confinement de 1800 m<sup>3</sup> et les rétentions de surface des voiries alentour portant le total à 3200 m<sup>3</sup> ;
- Le bassin de rétention de 650 m<sup>3</sup> des eaux pluviales (côté parking) ;
- Une cuvette de rétention formée au niveau des parkings de 950 m<sup>3</sup> ;
- Mise en charge des réseaux.

Dans le cas d'un accident survenant sur le site, le réseau d'eaux pluviales est conçu de manière à pouvoir être isolé du réseau public, par une vanne d'isolement manuelle au niveau des magasins de produits finis et par l'arrêt de la pompe de relevage située après le bassin de rétention des eaux pluviales au niveau de l'usine U2 U3.

#### IV.1.3 Examen de la demande relative à l'épandage

Le dossier présenté par la société DAILYCER concerne l'augmentation du volume et de la surface d'épandage par rapport à celle autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 août 1996. L'exploitant souhaite obtenir l'autorisation d'épandre 90 000 m<sup>3</sup> sur 92 ha sur la commune de Faverolles. Les parcelles impactées appartiennent à DAILYCER et à deux exploitants agricoles dont DAILYCER loue les parcelles.

L'exploitant a transmis une étude préalable réalisée par SEDE environnement qui comprend :

- Un résumé non technique ;
- Les éléments relatifs à la demande d'extension de la production ;
- L'analyse de l'état initial du site et de son environnement ;
- L'analyse des effets de l'épandage des effluents sur l'environnement ;
- L'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des inconvénients de l'exploitation de l'installation ;
- Les mesures envisagées pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation.

##### IV.1.3.1 Origines, quantités et qualité des effluents

Les effluents destinés à l'épandage sont issus du process (eaux de production liées aux cuissons et autres procédés), du lavage et du rinçage des outils de production et des sanitaires. De façon générale, l'eau transite avant épandage via un bassin d'aération de 800 m<sup>3</sup> et un bassin de stockage de 4 000 m<sup>3</sup>. Pour les eaux issues des sanitaires, elles passent préalablement par une fosse septique.

Les effluents font ensuite l'objet d'un chaulage et la société s'occupe elle-même de l'épandage par aéro-dispersion.

#### IV.1.3.2 Valeur agronomique des effluents

La société DAILYCER a évalué la valeur agronomique de ses effluents. Le tableau reprend ci-dessous les valeurs agronomiques que l'exploitant a mesurées pour son effluent de 2006 à 2008 en moyenne annuelle :

| Paramètres                                       | Composition moyenne en mg/l |         |         |
|--|-----------------------------|---------|---------|
|  | 2006                        | 2007    | 2008    |
| Sodium (Na)                                      | 108,9                       | 87,81   | 83,1    |
| Chlorures (Cl)                                   | 141,43                      | 83,71   | 77,8    |
| PH   | 6,6-7,76                    | 6,58-8  | 6,5-7,8 |
| Matières en suspension                           | 1193                        | 2179,56 | 1617,1  |
| DCO  | 8532                        | 8082    | 6098    |
| Azote total (N)                                  | 38,04                       | 65,06   | 46,91   |
| Phosphore total (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> ) | 20,93                       | 28,91   | 20,57   |
| Potasse (K <sub>2</sub> O)                       | 35,71                       | 38,56   | 30,96   |
| Magnésium (MgO)                                  | 40                          | 39,1    | 34,37   |
| Calcium total (CaO)                              | 1341,56                     | 1672,2  | 1288,86 |

Ces résultats, avec un coefficient de C/N supérieure à 8, montrent d'après l'exploitant que les effluents ont un pouvoir fertilisant. L'exploitant souligne qu'il a constaté une diminution depuis 2006 de la concentration en sodium et en chlorures liée au fait que les effluents les plus chargés ne sont pas épandus mais sont envoyés dans une filière alternative.

L'exploitant a d'autre part déterminé la teneur en oligo-éléments de ses effluents qui sont repris dans le tableau ci-dessous :

|              | Concentration en mg/l<br>analyse du 26 avril 2004 | Concentration en mg/l<br>analyse du 4 mai 2007 |
|--------------|---|--|
| Bore total   | 0,327   | 0,2  |
| Cobalt total | < 0,005   | < 0,005  |
| Fer          | 1,2   | 6,6  |
| Manganèse    | 0,207   | 0,2  |
| Molybdène    | < 0,5   | < 0,02   |
| Cuivre       | 0,036   | 0,03   |
| Zinc total   | 0,623   | 0,47   |

#### IV.1.3.3 Innocuité des effluents

Dans son étude, l'exploitant a caractérisé l'innocuité de ses effluents. Les analyses ont porté sur les teneurs en éléments-traces métalliques et les teneurs en composés-traces micropolluants organiques.

##### ➤ les teneurs en éléments-traces métalliques

| Paramètres   | Valeurs des analyses du 21 mai 2008 (mg/l) | Quantité correspondante à une lame d'eau de 297 mm en g/m <sup>2</sup> | Flux cumulé en g/m <sup>2</sup> sur 10 ans selon un apport de 297 mm tous les ans | A.M. du 02/02/98 Rejet en milieu naturel (mg/l) | Arrêté ministériel du 02/02/98 Flux cumulé apporté en 10 ans (mg/m <sup>2</sup> ), |                        |
|--------------|--|--|---|---|--|------------------------|
|              |  |  |   |   | Cas général  | Epandage sur pâturages |
| Cadmium (Cd) | < 0,002                                    | < 0,0018   | < 0,018   | 0,2   | 0,015  | 0,015                  |
| Chrome (Cr)  | < 0,02                                     | 0,006  | 0,06  | 0,5   | 1,5  | 1,2                    |
| Cuivre (Cu)  | 0,08                                       | 0,014  | 0,14  | 0,5   | 1,5  | 1,2                    |
| Mercure (Hg) | < 0,003                                    | <0,0012  | < 0,012   | 0,05  | 0,015  | 0,012                  |
| Nickel (Ni)  | < 0,02                                     | <0,0012  | < 0,012   | 0,5   | 0,3  | 0,3                    |
| Plomb (Pb)   | < 0,05                                     | <0,0003  | < 0,003   | 0,5   | 1,5  | 0,9                    |

|             |        |       |      |     |     |   |
|-------------|--------|-------|------|-----|-----|---|
| Zinc (Zn)   | 1,47   | 0,2   | 1,96 | 2   | 4,5 | 3 |
| Cr+Cu+Ni+Zn | < 1,59 | 0,223 | 2,23 | 3,5 | 6   | 4 |

➤ les teneurs en composés-traces organiques

| Eléments traces Organiques | Valeurs moyenne des analyses (ng/l) | Quantité correspondante à une lame d'eau de 297 mm en g/m <sup>2</sup> | Flux cumulé sur 10 ans selon un apport de 297 mm tous les ans en g/m <sup>2</sup> | Arrêté ministériel du 02/02/98<br>Flux cumulé sur 10 ans (mg/m <sup>2</sup> ), |                        |
|----------------------------|-------------------------------------|--|---|--|------------------------|
|                            |                                     |  |   | Cas général  | Epandage sur pâturages |
| Fluoranthène               | < 35                                | < 0,011  | < 0,11  | 1,2  | 1,2                    |
| Benzo (b) Fluoranthène     | < 35                                | < 0,011  | < 0,11  | 7,5  | 6                      |
| Benzo (a) pyrène           | < 35                                | < 0,011  | < 0,11  | 4  | 4                      |
| 7 PCB                      | < 315                               | < 0,094  | < 0,94  | 3  | 2                      |

Les résultats fournis par la société DAILYCER concernant les teneurs en éléments traces métalliques et organiques n'ont pas montré d'effets toxiques ou néfastes.

IV.1.3.4 Présentation du périmètre

La société DAILYCER souhaite épandre ses effluents sur une parcelle qui appartient à l'usine et sur plusieurs parcelles appartenant à deux agriculteurs. Ces parcelles sont louées aux exploitants et la répartition des surfaces du périmètre d'épandage est reprise ci-après :

|               | Surface Agricole Utile totale (SAU) en (ha) | Surface du périmètre en (ha) |
|---------------|---|------------------------------|
| Agriculteur B | 148,7                                       | 54,62                        |
| Agriculteur C | 84,05                                       | 36,83                        |
| Dailycer      | 6,6   | 6,66                         |

Les surfaces agricoles utiles (SAU) cumulées des deux exploitations agricoles et de la parcelle appartenant à l'usine représentent 239,35 ha, dont 98,11 ha sont retenus pour constituer le périmètre d'épandage.

L'exploitant dans le cadre du 4<sup>ème</sup> Plan d'action départementale relatif aux zones vulnérables dans la Somme a déterminé l'aptitude à l'épandage de chaque parcelle. Il ressort de son analyse que sur les 98,11 ha, 5,27 ha sont en classe 0 (interdiction d'épandage) et 92,84 ha sont en classe 1 (épandage à dose agronomique) en respectant les prescriptions du 4<sup>ème</sup> PAD. L'exploitant a, pour déterminer le dimensionnement théorique du périmètre, pris les éléments suivants :

- Le facteur limitant la dose d'épandage est pour l'exploitant la présence de chlorures dans ses effluents. Les apports seront de 300 kg/ha/an (valeur pour laquelle ils sont autorisés) ;
- Le délai de retour des épandages sur une même parcelle, est de un an pour les ray grass (7% du périmètre, soit 16,75 ha) et de deux ans sur les terres labourables, soit un délai moyen de 1,75 années ;
- Les surfaces occupées par des zones inaptes à l'épuration biologique par le sol, à savoir environ 20% de la surface totale ;
- Un coefficient de sécurité de 1,1% prenant en compte les contraintes agronomiques, climatiques et d'exploitation.

Le calcul réalisé par l'exploitant est détaillé ci-après :

$S = [(Flux\ total\ de\ chlorures/an \times Délai\ moyen\ de\ retour\ des\ effluents) / quantité\ max.\ de\ chlorures\ à\ l'hectare] \times [(coefficient\ de\ sécurité) / (\%de\ zones\ aptes\ à\ l'épuration\ biologique\ par\ le\ sol)]$

$S = [(90000 \times 1,75) / 2970] \times (1,1 / 0,8) = 73\ ha$

La surface théorique du périmètre en prenant en compte comme facteur limitant la présence de chlorures est de 73 ha. L'exploitant dispose d'une surface d'épandage de 92 ha.

#### IV.1.3.5 Calcul de la dose agronomique

La dose d'azote à apporter est calculée par l'exploitant en recherchant l'équilibre entre les besoins prévisibles en azote des cultures et les apports sources d'azote de toute nature.

L'exploitant considère que les éléments qui limitent la dose d'épandage sont le sodium et les chlorures. A l'heure actuelle, l'arrêté préfectoral l'autorisant à épandre limite les chlorures à 300 kg/ha/an et le sodium à 200 kg/ha/an. L'exploitant souhaite augmenter les apports en sodium à 450 kg/ha/an. Sur l'impact des apports en sodium, l'exploitant a raisonné en capacité d'échange cationique (CEC) du sol avec un maximum de 5%. D'après les analyses qu'il a fait réaliser et qui sont reprises dans le tableau ci-après, le ratio Na/CEC précisé ci-dessous, permettant de définir l'impact de l'épandage sur la structure du sol, est très inférieur à cette limite.

Evolution des teneurs en sodium et chlorures dans le sol

|  | Août 2006 | Mai 2007 | Mai 2008        | Juin 2009 |
|--|-----------|----------|-----------------|-----------|
| Teneur en Na (mg/kg sec)   | 109       | 49,6     | 39,22           | 40,7      |
| Teneur en Na maximale conseillée (mg/kg sec)   | 143       | 111      | 107,3           | 104,4     |
| Capacité d'échange cationique  | 12,4      | 13       | 12,6            | 12,2      |
| Ratio Na/CEC (%)   | 2,7       | 1,65     | 1,8             | 1,9       |
| Ratio maximal Na/CEC (%)   | < 5       | < 5      | < 5             | < 5       |
| Teneur en chlorures (mg/kg sec)  | 6,27      | 47       | Pas de résultat | 2,3       |
| Quantité de sodium estimée à l'hectare (kg) –<br>couche arable (soit 3500 t de terre/ha) | 382       | 171      | 137             | 142       |
| Quantité de chlorures estimée à l'hectare (kg) –<br>couche arable                        | 22        | 165      | -               | 8         |

L'exploitant a déterminé les valeurs moyennes en concentration du sodium (Na) et des chlorures (Cl) ainsi que les lames d'effluents correspondants. Les résultats sont repris ci après :

|   | Chlorures (Cl) | Sodium (Na) |
|---|----------------|-------------|
| Teneurs moyennes 2006-2009 en mg/l        | 100,98         | 93,3        |
| Apports maximum en kg/ha/an               | 300            | 450         |
| Lames d'effluent cumulées maximales en mm | 297            | 482         |

#### IV.1.3.6 Aptitude des sols

##### ➤ Etude pédologique

En position de plateau les sols sont développés sur des dépôts limoneux d'origine éolienne qui constituent une couverture continue. Les sols sont de type brun faiblement lessivés. Ils sont profonds, non hydromorphes, et présentent un horizon « Bt » d'accumulation d'argile bien différencié. Cet horizon, de texture limono-argileuse à argilo-limoneuse parfois, apparaît vers 0,40-0,60m de profondeur.

Sur le haut des versants et les versants, les sols sont issus de formations silex. Compte tenu des variations sur de courtes distances de la texture, de la charge en silex et de la profondeur d'apparition de la craie, une unité spécifique a été définie qui correspond à l'association de sols bruns non hydromorphes. L'exploitant a repris dans un plan joint en annexe les types de sols en fonction des parcelles utilisées par DAYLICER.

➤ Bilan de fertilisation global : méthode CORPEN

| Code exploitation               | SAU en Ha | Total exportations cultures |                                    |                       | Total production animale |                                    |                       | Bilan Fertilisation |                                    |                       |
|---------------------------------|-----------|-----------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------------------|-----------------------|
|                                 |           | N (kg)                      | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg) | K <sub>2</sub> O (kg) | N (kg)                   | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg) | K <sub>2</sub> O (kg) | N (kg)              | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg) | K <sub>2</sub> O (kg) |
| B                               | 148,7     | 27838                       | 11544                              | 23493                 | 3951                     | 1754                               | 6218                  | -23887              | -9790                              | -17275                |
| C                               | 84,05     | 15400                       | 6743                               | 15369                 | 3439                     | 1760                               | 5758                  | -11961              | -4983                              | -9611                 |
| D                               | 6,6       | 1320                        | 396                                | 1650                  | 0                        | 0                                  | 0                     | -1320               | -396                               | -1650                 |
| SAU totale en ha                | 239,5     |                             |                                    |                       |                          |                                    |                       |                     |                                    |                       |
| Déficit total en kg             |           |                             |                                    |                       |                          |                                    |                       | -37168              | -15169                             | -28536                |
| Déficit total en kg / ha de SAU |           |                             |                                    |                       |                          |                                    |                       | -155                | -63                                | -119                  |

Avec ce bilan de fertilisation, on constate que les deux exploitations du périmètre, ainsi que les parcelles DAILYCER, présentent un déficit annuel en matières fertilisantes qui s'élève en moyenne à :

- 155 kg d'azote/ha de SAU,
- 63 kg de phosphore/ha de SAU,
- 119 kg de potasse/ha de SAU.

IV.1.3.7 Plan d'épandage

La société DAILYCER souhaite épandre sur une surface de 92,78 ha. Le périmètre d'épandage a été défini en considérant 2 classes d'aptitude :

- classe 0 : Irrigation et épandage interdit : 5,27 ha :
  - périmètres de protection immédiat et rapproché AEP
  - à moins de 100 m des habitations
  - à moins de 35 m des cours d'eau et des forages
- classe 1 : irrigation et épandage à dose prescrite à partir des bilans hydrique et agronomique sans contrainte particulière : 92,84 ha. **La surface épandable disponible est ainsi de 92,84 ha.**

L'irrigation de 90 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, à la dose moyenne d'apport pressentie de 297 mm soit 2970 m<sup>3</sup>/ha, correspond à une **surface nécessaire de 70,27 ha/an**.

Conformément à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, le dossier cartographique joint à la demande comporte :

- la représentation au 1/25 000 des périmètres d'étude et des zones aptes à l'épandage ;
- la liste des parcelles et leur référence cadastrale ;
- l'identification des contraintes liées au milieu : nature des sols, captages A.E.P, zones vulnérables.

IV.1.3.8 Détermination des apports en fertilisants

L'exploitant a déterminé les apports en éléments fertilisants en prenant une lame d'eau de 297 mm. Les résultats sont repris dans le tableau ci-dessous :

| Eléments Fertilisants | Teneurs moyennes 2006 à 2008 en mg/l | Apports totaux et disponibles en kg/ha pour une lame de 297 mm | Besoins des cultures en Kg/ha |                 |            |
|-----------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|-----------------|------------|
|                       |                                      |  | Ray-Grass                     | Pommes de Terre | Betteraves |
| Azote total           | 50                                   | 150  | 300                           | 290             | 250        |
| Phosphore             | 23,5                                 | 70   | 84                            | 85              | 168        |
| Potasse               | 35,1                                 | 105  | 396                           | 325             | 455        |

Suite aux remarques du SATEGE, l'exploitant a modifié les éléments de son dossier initial en limitant la lame d'eau sur les parcelles labourables. En effet la lame d'eau sera de 297 mm de début janvier à début août et de 125 mm de début août à fin décembre. Ceci sera repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

#### IV.1.3.9 Suivi agronomique

##### ➤ Suivi des effluents

L'exploitant réalise un suivi quantitatif de ses effluents en enregistrant les volumes d'effluents produits annuellement. Un suivi qualitatif est aussi réalisé conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral du 5 août 1996. Tous les trimestres, les éléments suivants font l'objet d'une analyse : DCO, MES, pH, Ntotal, Ca, Mg. Tous les 15 jours, les éléments suivants font l'objet d'une analyse : N, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K, Na, Cl .

Par ailleurs, un piézomètre a été mis en place en aval hydraulique du périmètre d'épandage et une analyse annuelle doit être réalisée sur les éléments suivants : pH, Ca, Mg, K, Na, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, NO<sub>3</sub>, NH<sub>4</sub>, Cu, Fe, Mn, Zn, SO<sub>4</sub>, Cl.

Les résultats d'analyse sur ce piézomètre situé en aval dans la nappe de la craie réalisée par Antea en mars 2009 ne révèlent pas d'anomalie.

L'exploitant réalise 5 analyses de sol par an sur les parcelles recevant des effluents. Ces analyses portent sur les paramètres suivants : C, Mo, pH, NTK, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, CEC, Ca, Mg, Na et Cl.

Par ailleurs, trois profils d'azote sont réalisés en sortie d'hiver afin de connaître les reliquats (après épandage). Enfin tous les 10 ans, une analyse des éléments-traces métalliques est réalisée.

##### ➤ Planning d'épandage

Conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation du 5 août 1996, l'exploitant a mis en place un plan d'épandage. En plus des données du suivi d'autosurveillance, l'exploitant intègre le suivi quantitatif et qualitatif des effluents, les analyses de sol, et les cultures à planter. Ce planning prend en compte d'après l'exploitant le facteur limitant qu'il a défini c'est à dire les chlorures.

L'exploitant dispose aussi d'un cahier d'épandage qui comporte les dates d'épandage, les volumes d'effluents épandus et la série analytique à laquelle ils se rapportent. Enfin une fiche d'apport permet de consigner la date de l'épandage, le nom de l'agriculteur, la référence de la parcelle, la composition des sous-produits, les volumes épandus, la culture suivant l'épandage, les éléments disponibles, la fertilisation minérale de complément et les précautions particulières à prendre.

##### ➤ Problématique du volume des effluents rejetés et du sodium

Au vu de la demande d'autorisation, il apparaît opportun de prescrire une étude technico économique pour que l'exploitant réfléchisse sur les moyens les plus adaptés à mettre en œuvre pour limiter le volume des effluents rejetés destinés à l'épandage. Cette réflexion devra être aussi menée sur la concentration des effluents en sodium, en particulier sur la réduction à la source de l'utilisation de sodium.

## **IV.2 Pollution de l'air**

### IV.2.1 Caractéristiques des différentes émissions atmosphériques

Dans le cadre de son activité, l'exploitant a déterminé quatre sources principales d'émissions atmosphériques liées à l'exploitation du site :

- la chaudière alimentaire (gaz naturel)
- la chaudière industrielle (gaz naturel)
- les installations de dépoussiérage
- la circulation des véhicules.

#### a) Les chaudières

Le site DAILYCER possède 4 chaudières qui fonctionnent au gaz naturel, deux sont détaillées ci-après et deux autres n'ont qu'un fonctionnement d'appoint (250 kW et 370 kW) et ne sont pas à l'origine de rejets de gaz de combustion importants.

Les deux installations importantes sont reprises ci-dessous :

→ Les chaudières (alimentaire et industrielle)

Les deux chaudières principales d'une puissance unitaire de 8,55 MW fonctionnent au gaz naturel, la hauteur de la cheminée est de 24,10 m et son débit maximum en fonctionnement est de 8000 kg/h. Elles sont équipées d'un récupérateur d'énergie ce qui a pour conséquence de limiter la température des fumées en sortie.

Les gaz de combustion rejetés sont principalement des poussières (PST), des oxydes d'azote (NO<sub>2</sub>), du monoxyde de carbone (CO) et du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>).

Les valeurs limites qui sont imposables sont celles de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910. Les résultats d'analyses en 2009 pour ces chaudières montrent le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel du 25/07/97.

b) Installations de dépolluissage

L'exploitant dans le cadre de son process, avec l'utilisation de produits céréaliers dispose de dépolluisseurs de deux types :

- Des dépolluisseurs dotés de circuit aéraulique intégré, munis de filtres à décolmatage, et d'évents anti-explosion ;
- Des dépolluisseurs équipés de cyclofiltres intégrés aux trémies collectrices. Ces cyclofiltres sont équipés de manches filtrantes. Lors du décolmatage, l'air est renvoyé dans les ateliers.

L'exploitant a mis en place une campagne de rejets afin de suivre les rejets atmosphériques de l'usine au niveau des différentes installations. Ces prélèvements ont été réalisés en cheminée ou sur les gaines en sortie de machine. Les résultats ne mettent pas en exergue de valeur non conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant les rejets de poussières.

Concernant l'utilisation de colle, l'exploitant a souligné dans son dossier qu'elle ne comporte pas de solvants, elle est à base de cires de paraffine et ne contient aucune substance dangereuse vis à vis de la directive européenne 91/155 CE.

### IV.3 Déchets

L'exploitant a répertorié dans le tableau ci-dessous le détail des différents déchets, leurs tonnages et leurs modes d'élimination. Les modifications qui vont intervenir sur le site ne vont pas augmenter la production de déchets qui sera stable.

| Catégorie            | Type                          | Code nomenclature | Volume produit par an | Collecteur              |
|----------------------|-------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|
| Déchets alimentaires | Coproduit alimentaire         | 02 06 99          | 5194 t                | Récup Food              |
| DIB                  | Déchets en mélange            | 20 00 00          | 364 t                 | Veolia propreté         |
| DIV                  | Cartons Plastiques            | 15 01 04          | 978 t                 | Veolia propreté         |
|                      | Métaux et ferrailles          | 20 01 40          | 42 t                  | Brion                   |
|                      | Morceaux de palettes          | 20 01 38          | Font partie des DIB   | Palette – Artois et PSI |
|                      | Déchets verts                 | 20 02 01          | -                     | Dany Racinet            |
| DID                  | Piles et accumulateurs        | 20 01 37          | 100 kg                | Salentey                |
|                      | Néons usagés                  | 20 01 21          | -                     | TMC service             |
|                      | Cartouches d'encre usagées    | 08 03 17          | 100 kg                | collector               |
|                      | Huiles usagées                | 13 02 08          | 1000 kg               | SEVIA SHRUU             |
|                      | Accumulateurs usagés au plomb | 16 06 01          | 2700 kg               | ENERGYS                 |
|                      | Aérosols                      | 15 05 04          | 102 kg                | Chimirec                |

|  |                      |         |              |
|--|----------------------|---------|--------------|
| Emballages vides de produits dangereux et Matières souillées de produits dangereux | 15 01 10<br>15 02 02 | 2763 kg | Chimirec     |
| Produits chimiques de laboratoire  | 16 05 06             | 235 kg  | Chimirec     |
| Produits lessiviels  | 12 03 01             | 480 kg  | Safety kleen |
| Solvant non chloré   | 14 06 03             | 80 kg   | Chimirec     |
| Déchets d'activité de soin   | 18 01 03             | 65 kg   | Med'hygien   |
| DEEE   | 20 01 35             | 208 kg  | Chimirec     |

#### **IV.4 Bruit**

La société DAILYCER a fait réaliser une étude bruit les 18 et 19 juin 2009 par la société COELYS pour déterminer les niveaux sonores et les émergences et compléter une étude réalisée en 2006. Le site est entouré d'exploitation agricole, du site BANANIA en limites de propriétés. Les premières habitations sont situées à 40 m à l'Est des limites de propriétés de DAILYCER (point 1).

Le tableau ci-dessous reprend les résultats obtenus :

##### Niveaux sonores en limite de propriété

|         | Jour |      | Nuit |      |
|---------|------|------|------|------|
|         | LAeq | L50  | LAeq | L50  |
| Point 2 | 56,9 | 56   | 56,4 | 56,1 |
| Point 3 | 51,9 | 49,3 | 47,6 | 47,5 |
| Point 4 | 63,8 | 63,6 | 60,6 | 60,4 |

##### Résultats en Zone à émergence réglementée (point 1)

|                        | Jour |      | Nuit |      |
|------------------------|------|------|------|------|
|                        | LAeq | L50  | LAeq | L50  |
| Site en fonctionnement | 48,1 | 47,1 | 49   | 48,8 |
| Site à l'arrêt         | 36,3 | 35,6 | 38,7 | 38   |

|           |                      | Jour       | Nuit       |
|-----------|----------------------|------------|------------|
|           |                      | 5 dB(A)    | 3 dB(A)    |
| Emergence | Emergence admissible | 5 dB(A)    | 3 dB(A)    |
|           | Emergence mesurée    | 11,8 dB(A) | 10,3 dB(A) |

Il ressort de ces résultats que la société DAILYCER ne respecte pas les émergences limites imposées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux nuisances sonores, en particulier au niveau du point 1 où l'on note une émergence de 10,3 dBA en période nocturne alors que la limite autorisée maximum est de 3 dBA, et de 11,8 dBA en période diurne alors que la limite autorisée maximum est de 5 dBA. Par ailleurs le niveau limite de 60 dB(A) en limite de propriété pour le point 4 vers BANANIA est dépassé en période nocturne.

Suite à ces résultats, comme le prévoit l'exploitant, le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe impose sous 3 mois un plan d'action afin d'identifier de manière plus précise les sources de bruit de son site et mettre en place les travaux d'insonorisation des installations afin de limiter ses nuisances sonores et respecter les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

#### **IV.5 Impact sanitaire**

L'exploitant a évalué l'impact sanitaire du site en prenant en compte les différentes sources susceptibles d'altérer la santé humaine, comme les rejets aqueux, les rejets atmosphériques, le bruit et l'épandage.

Sur ces différentes sources l'exploitant a caractérisé l'impact sanitaire sur les populations environnantes qu'il a jugé négligeable compte tenu de la nature de ses activités, des produits utilisés.

En particulier sur la partie rejets atmosphériques, l'exploitant, compte tenu de la puissance de ses installations de combustion fonctionnant au gaz naturel soumises à déclaration, de la faible densité de population et de la concentration des rejets, a estimé que cet impact serait très limité.

## **V - RISQUES SUSCEPTIBLES D'ETRE GENERES PAR LES INSTALLATIONS**

Le site DAILYCER est implanté en limite de la commune de Faverolles le long de la route départementale D135 en direction d'Etelfay. Au sud du site, en limite de propriété, se trouve la société BANANIA et les premières habitations sont situées à 40 m des limites de propriété à l'Est du site. La Mairie et l'école de Faverolles sont situées à 450 m au Sud de l'unité de production.

### **V.1 Identification et caractérisation des potentiels des dangers**

#### **V.1.1 Risques liés à l'environnement du site**

L'exploitant a analysé les différents risques naturels qui pourraient avoir un impact sur le site. Il a en particulier évalué le risque lié aux inondations, à la foudre, aux séismes, aux conditions climatiques extrêmes. Compte tenu des spécificités du site, deux points sont détaillés ci après :

##### **→ Le risque lié aux inondations**

Le site n'est pas implanté à proximité d'un cours d'eau, le risque d'inondation est d'après l'exploitant quasi nul.

##### **→ Le risque lié à la foudre**

L'exploitant a déterminé l'activité orageuse dans la zone géographique de l'établissement qu'il a qualifié de très faible comparativement à la moyenne nationale.

L'exploitant a par ailleurs en annexe de son dossier joint une analyse du risque foudre réalisée le 4 juin 2009 par l'APAVE conformément à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. Cette étude confirme que le site est protégé par 5 paratonnerres. Un certain nombre de remarques concernant la protection foudre ont été formulées par l'APAVE.

#### **V.1.2 Risques liés aux activités extérieures à l'établissement**

Le risque industriel lié à l'activité d'une entreprise tiers est le risque incendie lié à l'activité de la société BANANIA. D'après l'exploitant, compte tenu de la distance des bâtiments principaux des deux usines (30 mètres environ), le risque d'extension d'un sinistre de la société BANANIA vers DAILYCER est très limité.

#### **V.1.3 Risques liés aux produits utilisés**

L'exploitant a fait une synthèse des produits présentant un risque et qui sont utilisés au sein de son entreprise. Ils sont repris ci après :

- Le gaz naturel ;
- Le fioul domestique (0,25m<sup>3</sup>) ;
- Le fluide frigorigène (R134a) ;
- L'acide sulfurique (5m<sup>3</sup>) ;
- La lessive de soude (90 kg) ;
- La colle (2000 kg) ;

L'exploitant a retenu, compte tenu des risques des produits utilisés :

- Le risque d'explosion pour l'utilisation de gaz naturel ;
- Le risque d'explosion lié aux poussières de céréales ;
- Le risque d'incendie avec l'entreposage de produits finis.

### **V.2 Accidentologie**

L'exploitant a analysé l'accidentologie sur son site et sur des activités semblables auprès du BARPI. Il ressort de cette étude que les principaux accidents pouvant survenir dans ce type d'établissement sont les suivants :

- Des incendies au niveau de l'installation de cuisson dus à des accumulations de dépôts de céréales ;
- Des explosions au niveau des installations de dépoussiérage mais avec des conséquences limitées d'après l'exploitant d'une part à cause des volumes associés et d'autre part avec la présence de trappes et d'évents.
- L'incendie des entrepôts de stockage de matières premières et de produits finis ;
- L'explosion ou l'incendie au niveau de la chaufferie

### **V.3 L'analyse préliminaire des risques**

L'exploitant a réalisé une analyse préliminaire des risques conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 en prenant en compte la probabilité et la gravité.

Il a classé les défaillances en 5 niveaux de gravité et en 5 niveaux de fréquence ou probabilité d'occurrence.

Les sous systèmes étudiés sont repris ci-après :

- Bureaux et locaux sociaux
- Entreposage de produits finis
- Locaux de charge d'accumulateurs
- Chaufferie
- Hangar à Palettes
- Dépoussiéreurs (conduit de transfert)
- Dépoussiéreurs (chambres de récupération filtres et cyclone)
- Production (séchoirs et toasteurs)
- Circuit de gaz
- Nouveaux silos de stockage
- Production de froid
- Local compresseur
- Local sprinkler (utilisation de fioul)

Les grilles de l'analyse des risques réalisées par l'exploitant répertorient en fonction des bâtiments les différentes situations dangereuses et les accidents potentiels avec une cotation de ces accidents (gravité et probabilité).

Il apparaît au regard des différentes grilles que les probabilités sont souvent sous évaluées. D'autre part, l'analyse des risques est à la fois une analyse préliminaire et une analyse résiduelle. Enfin les niveaux de confiance retenus pour les mesures de maîtrise des risques ne sont pas assez justifiés et souvent trop favorables. Néanmoins l'exploitant a modélisé les phénomènes les plus caractéristiques du risque présenté par l'installation et a fait preuve d'exhaustivité, ce qui permet de pallier aux lacunes citées précédemment.

### **V.4 Modélisation des phénomènes dangereux**

L'exploitant a modélisé les phénomènes dangereux caractérisant les risques les plus importants et en particulier l'incendie dans les différentes cellules de stockage, l'incendie du hangar à palettes, l'incendie d'un toaster et l'incendie généralisé de plusieurs cellules de stockage.

#### **V.4.1 Incendie de la zone de stockage D1/D2**

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|                |                 | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|----------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Cellules D1-D2 | Longueur : 66 m | 53 m                | 37 m                | 23 m                |
|                | Largeur : 40 m  | 36 m                | 25 m                | 16 m                |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site.

#### V.4.2 Incendie de la cellule de stockage F3

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

| Cellule F3 |                 | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|            | Longueur : 42 m | 39 m                | 26,5 m              | 15,5 m              |
|            | Largeur : 40 m  | 38 m                | 25,5 m              | 14,5 m              |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site.

#### V.4.3 Incendie de la cellule de stockage S1

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

| Cellule S1 |                 | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|            | Longueur : 42 m | 74,5 m              | 52 m                | 32,5 m              |
|            | Largeur : 40 m  | 45,5 m              | 31,5 m              | 20,5 m              |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site.

En revanche le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> atteint le local de production de froid et le nouveau bâtiment « hangar à palettes » qui relève de la déclaration. L'exploitant a modélisé ci-après ces deux phénomènes dangereux.

#### V.4.3 Incendie de la cellule de stockage S2

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

| Cellule S2 |                  | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|            | Longueur : 100 m | -                   | -                   | -                   |
|            | Largeur : 34,3 m | 38 m                | 25,5 m              | 14,5 m              |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site. Par ailleurs l'absence de flux thermique au niveau de la longueur de la cellule est liée d'après l'exploitant à la présence de deux autres cellules (S1 et S2) de stockages de chaque côté protégées par des murs REI 120.

#### V.4.4 Incendie de la cellule de stockage S3

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

| Cellule S3 |                  | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|            | Longueur : 100 m | 74,5 m              | 52 m                | 32,5 m              |
|            | Largeur : 11,7 m | 23 m                | 14 m                | 8 m                 |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site.

#### V.4.5 Incendie de la cellule de stockage B3

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

| Cellule B3 |                  | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|            | Longueur : 100 m | -                   | -                   | -                   |
|            | Largeur : 34,3 m | 38 m                | 22,5 m              | 14 m                |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site. Par ailleurs l'absence de flux thermique au

niveau de la longueur de la cellule est liée d'après l'exploitant à la présence de deux autres cellules de stockages de chaque côté protégées par des murs REI 120.

#### V.4.6 Incendie du bâtiment « hangar à palettes »

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|                       |                                       |        | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|-----------------------|---------------------------------------|--------|---------------------|---------------------|---------------------|
| « Hangar à palettes » | Longueur (face à B1)                  | 26 m   | 33 m                | 23 m                | 15 m                |
|                       | Largeur (face à S1)                   | 24 m   | 31 m                | 22 m                | 14,5 m              |
|                       | Longueur (face au local groupe froid) | 12 m   | 28 m                | 21 m                | 12 m                |
|                       | Largeur (face à Banania)              | 11,4 m | 27 m                | 20 m                | 11 m                |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) sortent des limites de propriété du site et atteignent la parcelle de la société BANANIA mais pas de bâtiment.

Suite à ce constat, l'exploitant a travaillé sur la mise en place de maîtrise des risques et en particulier deux solutions :

- ◆ Soit la construction d'un merlon situé en limite de propriété avec une hauteur de 3 m et une longueur de 50 m REI 120 ;
- ◆ Soit d'un mur coupe feu situé au niveau du hangar à palettes sur la face dirigée vers les limites de propriétés. Ce mur REI 120 devra faire 7m de haut et dépasser de part et d'autres du bâtiment de 1,5m.

Avec ces mesures de maîtrise des risques les flux thermiques (zones d'effets létaux et irréversibles) resteront d'après l'exploitant au niveau des limites de propriétés. Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport impose la mise en place sous 18 mois du mur REI 120 au niveau du hangar à palettes.

#### V.4.7 Incendie d'un toaster

Pour la modélisation de ce phénomène dangereux, l'exploitant a considéré l'incendie d'un toaster situé dans la zone de fabrication au 2<sup>ème</sup> étage (U1).

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|         |                  | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|---------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Toaster | Longueur : 9,7 m | 7,3 m               | 4,9 m               | 2,8 m               |
|         | Largeur : 3,7 m  | 4,4 m               | 2,8 m               | 1,2 m               |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) et létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site. Par ailleurs, compte tenu que ce type d'accident s'est déjà déroulé sur le site de Dailycer, l'exploitant souligne que ce ne sont pas les flux thermiques qui sont les plus représentatifs du risque mais plutôt les fumées qui découlent de ce phénomène dangereux qui sont de nature à ralentir l'intervention des équipes de secours. Dans ce cadre, l'exploitant a mis en place un système d'extinction par vapeur sèche permettant d'éteindre ou de contenir un incendie

#### V.4.8 Propagation de l'incendie aux cellules adjacentes

- Incendie généralisé des cellules de stockage F3-D1-D2

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|          |                   | 3 kW/m <sup>2</sup> | 5 kW/m <sup>2</sup> | 8 kW/m <sup>2</sup> |
|----------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| F3 D1 D2 | Longueur : 108 m  | 64 m                | 43 m                | 26,5 m              |
|          | Largeur F3 : 40 m | 42 m                | 30 m                | 21,5 m              |
|          | Largeur D1 : 29 m | 36 m                | 25 m                | 16 m                |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que les flux des effets irréversibles ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) et létaux ( $5 \text{ kW/m}^2$ ) ne sortent pas des limites de propriété du site. Par ailleurs, le flux de  $8 \text{ kW/m}^2$  n'impacte pas d'autres installations à risques d'après l'exploitant.

▪ Incendie généralisé des cellules de stockage S1-S2-S3

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|          |                  | $3 \text{ kW/m}^2$ | $5 \text{ kW/m}^2$ | $8 \text{ kW/m}^2$ |
|----------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| S1 S2 S3 | Longueur : 100 m | 80 m               | 56 m               | 36,5 m             |
|          | Largeur : 80 m   | 73 m               | 52 m               | 34 m               |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que le flux des effets létaux ( $5 \text{ kW/m}^2$ ) ne sort pas des limites de propriété du site et que le flux des effets irréversibles ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) sort des limites de propriété et atteint une voie communale n°1 sur le territoire de la commune de Montdidier. Par ailleurs le flux des effets dominos ( $8 \text{ kW/m}^2$ ) impacte le hangar à palettes et le local des groupes froids.

▪ incendie généralisé des cellules de stockage S1-S2-S3 : dispersion de fumées

L'exploitant a étudié l'impact des fumées en cas d'incendie généralisé sur les cellules de stockage S1-S2-S3. Les fumées seront d'après l'exploitant constituées de monoxyde de carbone et de  $\text{CO}_2$  compte tenu des matières prises en compte : matières premières et produits finis à base de céréales, les conteneurs de cartons et les palettes. A partir des corrélations d'Heskestad, l'exploitant a estimé le débit total ( $39\,785 \text{ kg/s}$ ) des fumées et leur vitesse ascensionnelle ( $7,6 \text{ m/s}$ ). L'exploitant a pris en compte trois couples de conditions météorologiques définis par Pasquill (B, D et F) et modélisé ces différents scénarios avec le logiciel Fluidyn-Panache.

Le résultat de ces modélisations met en avant que les seuils des effets irréversibles et létaux ne sont pas atteints au niveau du sol grâce aux effets thermoconvectifs.

▪ incendie du local groupe froid

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|                    |   | $3 \text{ kW/m}^2$ | $5 \text{ kW/m}^2$ | $8 \text{ kW/m}^2$ |
|--------------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Local groupe froid | Longueur face au bassin de $300 \text{ m}^3$ : 24,7 m | 6,5 m              | 3,4 m              | 0,7 m              |
|                    | Largeur : 7 m   | -                  | -                  | -                  |
|                    | Longueur : 24, 7 m                                    | -                  | -                  | -                  |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que l'ensemble des flux thermiques sont contenus dans les limites de propriété et n'impactent pas d'autres installations ou équipements.

V.4.8 Scenario Majorant Physiquement Possible : SMPP

Pour ce scénario l'exploitant a pris en compte l'incendie généralisé de l'ensemble des cellules de stockage sans prise en compte des mesures de maîtrise des risques.

Les résultats obtenus par l'exploitant sont repris dans le tableau ci-après :

|           |                           |       | $3 \text{ kW/m}^2$ | $5 \text{ kW/m}^2$ | $8 \text{ kW/m}^2$ |
|-----------|---------------------------|-------|--------------------|--------------------|--------------------|
| entrepôts | Longueur                  | 240 m | 102,5 m            | 72,8 m             | 49,1 m             |
|           | Largeur (arrière du site) | 83 m  | 83,9 m             | 61,1 m             | 41,9 m             |
|           | Longueur (face à Banania) | 240 m | 7,3 m              | 4,9 m              | 2,8 m              |
|           | Largeur (face à la D135)  | 108 m | 62,8 m             | 42,6 m             | 25,4 m             |

L'exploitant suite à ces modélisations a conclu que le flux des effets létaux ( $5 \text{ kW/m}^2$ ) ne sort pas des limites de propriété du site et que le flux des effets irréversibles ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) sort des limites de propriété et impacte la parcelle de la société BANANIA au sud, touche en partie la chaufferie de Banania et atteint une

voie communale à Montdidier sachant que ce phénomène dangereux n'a pas à être pris en compte dans la maîtrise de l'urbanisation en application de la circulaire du 8 juillet 2009.

#### V.4.9 Criticité des phénomènes dangereux identifiés

L'exploitant a positionné les phénomènes dangereux étudiés dans la matrice d'acceptabilité des risques réglementaires de la circulaire du 29 septembre 2005, bien que celle-ci ne s'applique pas aux installations relevant du régime de la simple autorisation.

A ce jour, l'examen du dossier présenté par la société DAILYCER fait apparaître que, malgré la mise en place de mesures de maîtrise des risques, il persiste des possibilités de phénomènes dangereux dont les effets pourraient s'étendre à l'extérieur de l'établissement :

- ◆ L'incendie de 3 cellules adjacentes (S1, S2 et S3) : les flux des effets irréversibles touchent la voie communale n°1 de Montdidier ;
- ◆ L'incendie du hangar à palettes : les flux des effets irréversibles ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) et létaux ( $5 \text{ kW/m}^2$ ) sortent des limites de propriété du site et atteignent la parcelle de la société BANANIA mais pas de bâtiment.

L'exploitant a déterminé une gravité modérée pour l'incendie pluricellulaire.

Par ailleurs l'exploitant a proposé dans son dossier de mettre en place sous 18 mois un mur REI 120 au niveau du hangar à palettes pour maintenir les zones d'effets irréversibles et létaux à l'intérieur des limites de propriété. Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Tous les accidents seraient positionnés dans la zone acceptable de la grille de criticité. Néanmoins, cette grille réglementairement applicable pour les sites SEVESO ne nous permet pas de juger du caractère acceptable du projet.

#### V.4.10 Porter à connaissance « risques technologiques » – Maîtrise de l'urbanisation

En l'état actuel du dossier l'incendie de 3 cellules adjacentes (S1, S2 et S3), de probabilité D, engendrerait des zones d'effets irréversibles au Nord en dehors des limites de propriété. Les zones impactées par les flux thermiques à l'extérieur du site sont la voie communale N°1 de Montdidier.

Par ailleurs, l'incendie du hangar à palettes, de probabilité C, engendrerait les flux des effets irréversibles et létaux en dehors des limites de propriété du site. Les zones impactées par les flux thermiques à l'extérieur du site sont la parcelle de la société BANANIA mais pas de bâtiment.

En l'état actuel du dossier, les installations projetées sont donc compatibles avec leur environnement au regard de la note picarde du 30 mars 2009 fixant les critères permettant d'évaluer l'acceptabilité des risques des installations projetées qui interdit uniquement la présence d'habitations dans les zones d'effets irréversibles pour les phénomènes dangereux de probabilité de A à D.

Les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux de 3 cellules adjacentes et du hangar à palettes sortant des limites de propriété, seront intégrées dans le porter à connaissance réalisé en application de la circulaire du 4 mai 2007.

### **V.5 Moyens de prévention et de protection**

#### V.5.1 Les moyens mis en œuvre

Dans cette partie, l'exploitant a détaillé les différentes mesures de prévention et de protection mises en place. L'exploitant a mis en place des détecteurs de gaz, des détecteurs incendie (cellules D1, D2, F3, K1, K2, K3) et des sprinklers (bâtiments A1, A2, B1, B2, D1, D2, F1, F2, F3, C1, E1, E2).

Des extincteurs et des RIA sont répartis dans l'ensemble de l'usine et une installation de sprinklage est installée et alimentée par une réserve d'eau incendie de  $550 \text{ m}^3$ .

Compte tenu du process, la problématique des poussières fait l'objet d'une attention particulière. Des consignes sont mises en place et un nettoyage régulier des installations est effectué. Quant aux toasteurs, l'exploitant les a munis d'évents (surface de 3m<sup>2</sup>) avec une Pstat de 1,5 bars.

#### ▪ **Entrepôts de stockage**

Les entrepôts de stockage sont constitués pour certains de murs coupe feu REI 120 et lorsqu'il y a des niveaux, les planchers sont également coupe feu REI 120. Les accès entre les bâtiments sont équipés de portes coulissantes coupe feu REI 120 à déclenchement fusible. Le plan des différents murs coupe feu est joint en annexe au présent rapport.

Le désenfumage de ces bâtiments est réalisé en toiture par des lanterneaux à commande manuelle par CO<sub>2</sub>, leur surface totale est de 2% de la surface des bâtiments.

#### ▪ **Locaux de charges des accumulateurs**

L'ensemble des murs des locaux de charges sont coupe feu REI 120, les portes sont coupe feu ½ heure, le plancher haut du local 1 est en béton coupe feu REI 120 et la couverture du local 2 est en matériau incombustible. Les sols sont étanches et traités anti-acides, les locaux sont munis de détecteur d'hydrogène et de ventilation asservie à la charge.

#### ▪ **Chaufferie**

Le local abritant les chaudières est situé au dernier étage du bâtiment B2. Il est isolé des autres locaux par un mur coupe feu de degré REI 120. Le plancher est constitué par une dalle béton de degré coupe feu REI 120. Les portes du local sont de degré coupe feu REI 60.

Les installations disposent des éléments de sécurité suivants :

- Vannes de coupure manuelle sur le réseau gaz (situé à l'extérieur du local)
- Vannes de coupure manuelle sur la chaudière
- Electrovanes sur les canalisations arrivant à la chaufferie asservies à une détection de pression
- Contrôle de flamme et pressostat sur les chaudières

Une détection de gaz dans la chaufferie, une baisse de pression d'alimentation ou un problème au niveau de la flamme dans la chaudière entraîne la mise en sécurité de l'ensemble de la chaufferie.

#### ▪ **Local compresseur**

L'installation de compression est vérifiée une fois par semaine et l'installation est munie d'un dispositif de sécurité qui fonctionne lorsque la pression maximale de 8 bars est atteinte. Le local est sprinklé.

### **V.5.2 Les ressources en eau du site**

Le site dispose des ressources en eau suivantes :

- Une réserve de 550 m<sup>3</sup> qui sert à alimenter le réseau de sprinklage, les poteaux incendie et des RIA ;
- Les bassins tampons de récupération des eaux pluviales (un bassin de 950 m<sup>3</sup>, un de 1000 m<sup>3</sup> et un de 300 m<sup>3</sup>).

L'exploitant a calculé à l'aide de l'instruction technique D9 les besoins en eau du site qui sont de 780 m<sup>3</sup> sur deux heures.

## **VI – CONCLUSION**

La demande de la société DAILYCER porte sur l'augmentation de son activité de fabrication de produits alimentaires élaborés à partir de céréales, et l'extension du périmètre et du volume des effluents destinés à l'épandage.

L'examen du dossier produit à l'appui de cette requête, du registre d'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur, des avis rendus par les services consultés ainsi que des délibérations des conseils municipaux concernés fait apparaître que ce dossier peut donner lieu à la délivrance d'une autorisation sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et des mesures spécifiées par le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Compte tenu des éléments exposés dans ce rapport, l'Inspection des Installations Classées propose d'émettre un avis favorable à la demande de la société DAILYCER et soumet à l'approbation de la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, la délivrance de l'autorisation sera subordonnée à la prise en compte dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers des distances d'éloignement définies en annexe du projet d'arrêté préfectoral : « *Porter à connaissance « risques technologiques » - Maîtrise de l'urbanisation* » du présent rapport. Aussi, préalablement à la délivrance de l'autorisation, il convient de s'assurer de l'insertion de ces périmètres de protection dans les documents d'urbanisme de la ville de FAVEROLLES.